

<https://journal.alternatives.ca/?Lettre-d-un-simple-citoyen-a-ses-amis-liberaux>



Lettre d'un simple citoyen à ses amis libéraux

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -

Date de mise en ligne : jeudi 11 décembre 2003

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Chers libéraux du Québec,

En ce blanc matin de décembre, tout en prenant mon café, je lis plein de choses dans les journaux dont vous trouverez quelques extraits à la fin de cette lettre. J'ose vous faire part des réflexions que je me suis faites et de l'inquiétude qui m'envahie.

En regardant l'actualité politique, on peut découvrir un fil conducteur qui nous permet de mieux saisir d'abord ce qui se passe. Il nous aide aussi à mieux comprendre le premier ministre et à voir où s'en va inexorablement ce gouvernement. Je dis inexorablement parce qu'il s'agit d'un rouleau compresseur « privatiseur » que d'autres États n'ont pas été capables d'arrêter ces vingt dernières années. Un article de Marie Pelchat dans la revue Relations nous met sur une bonne piste. Elle l'intitule : « Un think tank du gouvernement Charest » avec, en exergue : « Depuis des années l'Institut économique de Montréal fait la promotion de l'idéologie néo-libérale ; il trouve auprès du gouvernement actuel une oreille plus qu'attentive. »(1)

Nous savons que derrière la plupart des Etats-Nations se cache une pensée, un projet qu'on appelle une idéologie. Par exemple, dans les années 70 en Amérique Latine, ce qui faisait bouger les Etats, c'était l'idéologie de la Sécurité Nationale (USA) dont le principal maître d'oeuvre était Henry Kissinger avec le Département d'Etat et la CIA. Cette idéologie s'est imposée par le moyen d'une douzaine de coups d'Etat militaires et s'est manifestée, comme on sait, par une répression sanglante faisant des milliers de prisonniers, de torturés, de morts, afin de lutter contre le communisme, disait-on, et de protéger les intérêts des grandes compagnies nationales et internationales..

Autre exemple, plus près de nous : derrière notre Etat-Providence des années 40-80, il y avait l'idée de la social-démocratie, ou, si vous voulez, l'idéologie de la nécessité de l'intervention massive de l'Etat pour sortir de la crise économique des années 30. Ce sont les idées de l'économiste John Maynard Keynes qui ont été acceptées par Roosevelt avec son « New Deal » et appliquées par Henry Ford avec sa proposition de production de masse et de société de consommation. Ford a voulu que chacun de ses travailleurs de l'automobile puisse s'en acheter un.

Entre temps, d'autres idéologues minoritaires réunis dans le groupe du Mont Pellerin comme Frederik Von Hayek et Milton Friedman n'arrivaient pas à faire prévaloir leur nouvelle proposition de libre marché, de privatisations, de déréglementations, en somme de réorientation du rôle de l'Etat. Leur proposition d'un néo-libéralisme reposant sur l'idée du libre marché sans aucune espèce d'entrave stagnait.

Première victoire de la proposition du libre marché

C'est grâce au coup d'Etat de Pinochet en 1973 que leurs think tank, les Chicago Boys de Milton Friedman, ont pris le pouvoir au Chili et ont gouverné, c'est-à-dire, tout privatiser pendant que Pinochet, général en chef des Forces Armées, « nettoyait » la place, enlevait les obstacles, supprimait les irritants, mais dans ce cas-là, les irritants c'était des personnes.

Leur deuxième victoire s'est réalisée lors de l'arrivée au pouvoir de Mme Tacher. S'en suivirent privatisations et liquidation importantes des grands syndicats. La dame de fer affirmait « que la société n'existait pas et que seul l'individu existait. »

Troisième victoire : l'arrivée de Ronald Reagan : même schéma avec, dès le début de son règne, une attaque

Lettre d'un simple citoyen à ses amis libéraux

frontale avec le puissant syndicat des gens de l'air. Aujourd'hui, le monde syndical aux Etats-Unis représente à peine 13% des travailleurs et des travailleuses alors qu'au Québec c'est 40%.

Quatrième victoire ? Faut-il penser que l'arrivée au pouvoir du parti libéral et de Jean Charest se situe dans cette triste trajectoire ?

Je pense que les valeurs du parti libéral qu'on a vécues au cours de l'histoire du Québec étaient loin de celles du néo-libéralisme qui écrase les petits, les non compétitifs, les non performants.

Quant à Jean Charest, c'est un conservateur, capitaine du parti libéral et très proche des think tank du néo-libéralisme québécois. Je me réfère ici à l'Institut économique de Montréal (IEDM) qui préconise « l'ouverture des marchés, la remise en question des « monopoles » d'Etat et la promotion de la privatisation de tous les outils collectifs dont le Québec s'est doté. » Marie Pelchat, Relations (2).

S'agirait-il de la « réingénierie » dont on parle ? Sur le site de l'Institut (3) on peut lire la déclaration suivante de Jean Charest : « Je veux vous dire de vive voix mon appui pour l'Institut (...) la présence et la création de l'Institut est absolument essentielle pour avoir un vrai débat politique au Québec et pouvoir s'inspirer de nouvelles idées. D'idées qui vont nous permettre, à nous qui sommes à un autre niveau, de s'inspirer, de s'alimenter des choix, des vrais choix que nous avons dans la société québécoise. » (4)

Un proche conseiller du premier ministre, Ronald Poupart, aurait été membre de l'Institut.(5). Toujours selon Marie Pelchat, « l'actuel ministre des finances, Yves Séguin, siégeait à l'époque au comité de direction » de l'Institut.

Où en sont les valeurs libérales ?

Chers libéraux du Québec, posez-vous des questions sur les nouvelles valeurs de votre parti. Il est clair que Jean Charest n'est pas le démocrate à la main de fer dans un gant de velours qu'a été Robert Bourassa.

Les valeurs de Jean Charest semblent bien loin de celles de l'ancien président de votre parti, M.Claude Ryan, auteur de l'excellent Rapport du parti libéral sur la pauvreté au Québec.

Jean Lesage, le « révolutionnaire » tranquille des années 60 est à l'opposé de la dictature économique qui a pris démocratiquement le pouvoir aux dernières élections.

Je comprends que les gens soient mêlés. Par exemple, selon un sondage Crop-La Presse, (6) « on constate que même les ménages gagnant moins de \$40,000 jugent que les contribuables sont trop imposés, et ce, dans une proportion de 73%. Or, ces ménages ne paient presque pas d'impôts dans la majorité des cas. » Que les gens soient mêlés, soit. Mais que des membres du parti libéral ne voient pas où s'en va l'Etat qu'ils gouvernent (!), c'est inquiétant.

Allons-nous vivre la situation catastrophique de la Nouvelle-Zélande des années 80 ? Allons-nous vivre la situation d'un Chili économiquement et culturellement coupé en deux ?

Dans cette conjoncture de globalisation, à côté du géant qu'on connaît, s'il n'y a plus d'Etat indépendant, démocratique et contrôlé par le peuple pour défendre, entre autres, les besoins de santé et d'éducation de la population, les multinationales de la privatisation nous avaleront tout rond.

Lettre d'un simple citoyen à ses amis libéraux

Chers membres du parti libéral, je termine avec cette phrase du grand libéral P.E. Trudeau au début des années 70 (citation libre) : « Une société démocratique repose sur trois piliers : l'Etat, le patronat, les syndicats. » Et j'ajoute une question, que pensez-vous faire pour que ce gouvernement ne jette pas par terre la société que les québécois ont si patiemment construite ?

J'espère que cette lettre à mes amis libéraux n'aura offensé personne.

Jean Ménard

Post-scriptum :

(1) Marie Pelchat, *Relations*, décembre 2003, p.4.

(2) Marie Pelchat, *o.p.*

(3) www.iedm.org

(4) *Relations*, décembre 2003, p.4

(5) *La Gazette*, 28 septembre 2002.

(6) *La Presse*, 6 décembre 2003, p.A2

Voici les articles du 6 décembre qui m'ont amené à vous faire part de mes réflexions.

Tommy Chouinard : « Plus qu'une querelle passagère » et en sous-titre : « En voulant réformer radicalement l'Etat providence, le gouvernement Charest s'attaque à l'identité québécoise, dénoncent les syndicats. » Puis il cite Michel Grant, professeur en relations de travail à l'Université du Québec à Montréal : « Si le gouvernement continue comme cela, c'est la fin d'un modèle de gouvernance, d'une configuration spécifique du Québec. S'il n'y a plus de forum de concertation, les décisions sont prises de façon beaucoup plus unilatérales et les syndicats perdent beaucoup d'influence. Pourtant, la concertation, ça a toujours existé avant, autant avec le parti québécois qu'avec le parti libéral. »

La Presse, 6 décembre 2003, p.B3

Martin Ouellet : « Une crise sans précédent va frapper le réseau de la santé si jamais le gouvernement Charest adopte le projet de loi 30 sur la fusion des accréditations syndicales, ont prédit hier les présidentes des sept syndicats indépendants. »...

Le Devoir, *Presse canadienne*, 6 décembre 2003, p.A6

Et la présidente de la FIIQ, Jennie Skene, ajoute que ce projet de loi « provoquera des perturbations plus graves que celles qui ont affecté le réseau lors de la vaste restructuration et des départs massifs à la retraite du début des années 90. »

Le Devoir, *Presse canadienne*, 6 décembre 2003, p.A6.

Alec Castonguay : Raymond Forget, vice-président de la FTQ explique : « On veut interpeller les administrations locales sur les effets pervers des projets de loi 25,30 et 31 que le gouvernement veut passer à toute vitesse avant les fêtes...Le brassage de structures promis n'améliore en rien les services à la population. »

Le Devoir, 6 décembre 2003, p. A6.

Marcel Girard, du SCFP-FTQ, ajoute dans le même article : « Le gouvernement peut bien dire que le nombre de syndicats va diminuer, mais dans plusieurs endroits, c'est le contraire qui va se produire. Ca fait juste compliquer les choses. »

Pierre Foglia : « Cela dit, si l'on veut bien s'élever deux secondes au-dessus des opérations benoîtement comptables de ce gouvernement, deux dollars de plus ici, un milliard de moins là, l'honnêteté nous oblige à admettre que, sur le fond, M. Charest tient toutes ses promesses. Il nous a promis la modernité et il nous a dit ce qu'il entendait par « modernité » : Une sorte d'inévitabilité historique impliquant la fin du syndicalisme, la fin de la solidarité et de la justice sociales, la prise en charge de la province par l'entreprise privée. Et là-dessus qui osera dire qu'il ne s'en tient pas à sa saloperie de programme. »

Lettre d'un simple citoyen à ses amis libéraux

La Presse, 6 décembre 2003, p.A5.

Marie Pelchat :« Un think tank du gouvernement Charest » Relations, décembre 2003, p.4.